



## Conseil de sécurité

### Débat trimestriel

# **La Situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.**

New York, le 21 août 2023

### Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Je souhaite remercier le Coordinateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Tor Wennesland, pour sa présentation. A la lumière de celle-ci, le Conseil de sécurité se doit de réitérer fermement ses appels à la désescalade et à la protection de la population civile dans le cadre du conflit au Proche-Orient.

L'année 2022 avait été la plus meurtrière pour les civils palestiniens en Cisjordanie depuis que les Nations Unies répertorient les cas dans ce conflit. Or, ce tragique record a d'ores et déjà été battu ce mois. Selon OCHA, dans les sept premiers mois de 2023, deux fois plus de civils palestiniens ont trouvé la mort en Cisjordanie que pendant la même période l'année précédente, que ce soit au cours d'opérations menées par les forces de sécurité israéliennes ou lors de violences commises par des colons. En même temps, 24 civils israéliens ont perdu la vie à la suite d'actes de violence perpétrés par des Palestiniens. La Suisse condamne ces violences dont les civils sont victimes. Force est de constater que l'adoption unanime par ce Conseil d'une Déclaration présidentielle en février dernier n'a pas encore porté ses fruits. Les engagements pris par les parties par la suite doivent urgemment être suivis par des actes.

La Suisse appelle les dirigeants israéliens et palestiniens à s'engager sans équivoque pour la désescalade, à traiter les causes profondes du conflit et à restaurer un horizon politique en vue d'une solution négociée à deux Etats. Dans cette optique, nous demandons à toutes les parties de respecter le droit international et de s'abstenir de recourir à toute mesure unilatérale, tout acte de provocation, ou tout propos inflammatoire susceptible d'attiser le conflit et de constituer un obstacle à la paix.

Parmi ces obstacles figurent l'accélération du développement de colonies en Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est. Nous rappelons que les colonies sont illégales

au regard du droit international et qu'Israël doit s'abstenir de prendre des mesures qui introduiraient des changements permanents, en particulier démographiques et administratifs, dans le territoire occupé. Dans ce contexte, les déplacements de communautés, comme récemment celle de 89 Palestiniens, dont 39 enfants, à Ras al-Tin, à la suite de violences de la part de colons et de mesures coercitives par Israël, pourraient constituer des transferts forcés. Ceci est susceptible d'attiser encore plus les tensions. Nous rappelons à Israël ses responsabilités de protection envers la population occupée.

Madame la Présidente,

La Suisse encourage la poursuite des discussions menées entre les parties palestiniennes en faveur du rétablissement de leur unité politique. Associé à d'autres mesures, telles que l'organisation d'élections à tous les niveaux, un tel processus peut contribuer à inverser l'affaiblissement continu de l'Autorité palestinienne, la perte de légitimité de ses institutions et l'érosion des services essentiels à la population.

A ce propos, nous nous inquiétons de la dégradation continue de la situation humanitaire, notamment dans la bande de Gaza. Les difficultés financières du PAM et de l'UNRWA sont préoccupantes et doivent être traitées au plus vite. Nous espérons que la rencontre ministérielle qui se tiendra à New York au mois de septembre au sujet de l'UNRWA puisse contribuer à stabiliser les finances de cette agence.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Madam President,

I would like to thank the Special Coordinator for the Middle East Peace Process, Mr Tor Wennesland, for his presentation. In the light of his presentation, the Security Council must firmly reiterate its calls for de-escalation and the protection of the civilian population in the Middle East conflict.

The year 2022 was the deadliest year for Palestinian civilians in the West Bank since the United Nations began recording cases in this conflict. But this tragic record has already been broken this month. According to OCHA, in the first seven months of 2023, twice as many Palestinian civilians died in the West Bank than in the same period last year, either during operations carried out by Israeli security forces or due to violence committed by settlers. At the same time, 24 Israeli civilians lost their lives as a result of acts of violence perpetrated by Palestinians. Switzerland condemns this violence against civilians. It has to be said that the unanimous adoption by this Council of a Presidential Statement last February has not yet borne fruit. The commitments subsequently made by the parties must urgently be followed by action.

Switzerland calls on the Israeli and Palestinian leaders to commit themselves unequivocally to de-escalation, to addressing the root causes of the conflict and to restoring a political horizon with a view to a negotiated two-state solution. With this in mind, we call on all parties to respect international law and to refrain from any unilateral measures, acts of provocation or inflammatory language that could fuel the conflict and constitute an obstacle to peace.

These obstacles include the acceleration of settlement development in the Occupied Palestinian Territory, including in East Jerusalem. We recall that settlements are illegal under international law and that Israel must refrain from taking measures that would introduce permanent changes, in particular demographic and administrative changes, in the occupied territory. In this context, the displacement of communities, such as the recent displacement of 89 Palestinians, including 39 children, in Ras al-Tin, following violence by settlers and coercive measures by Israel, could constitute forcible transfers. This is likely to further inflame tensions. We remind Israel of its responsibility to protect the occupied population.

Madam President,

Switzerland encourages the continuation of discussions between the Palestinian parties with a view to restoring their political unity. Combined with other measures, such as the organisation of elections at all levels, such a process can help reverse the continuing weakening of the Palestinian Authority, the loss of legitimacy of its institutions and the erosion of essential services to the population.

In this respect, we are concerned about the continuing deterioration of the humanitarian situation, particularly in the Gaza Strip. The financial difficulties of the WFP and UNRWA are worrying and must be addressed as soon as possible. We hope that the ministerial meeting on UNRWA to be held in New York in September will help to stabilise the agency's finances.

I thank you.